

Du
portant loi de règlement pour l'année budgétaire
2018.

- VU la Constitution du 25 novembre 2010 ;
VU la loi n°2012-09 du 26 mars 2012, portant loi organique relative aux lois de finances ;
VU la loi n°2017-82 du 28 novembre 2017, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2018 ;
VU la loi n°2018-50 du 18 juillet 2018, portant première rectification de la loi n°2017-82 du 28 novembre 2017 portant loi de finances pour l'année budgétaire 2018
VU la loi n°2018-87 du 19 décembre 2018, portant deuxième rectification de la loi n°2017-82 du 28 novembre 2017 portant loi de finances pour l'année budgétaire 2018

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :**

Article premier : Sont annulés au budget général de l'Etat, gestion 2018, les crédits restés sans emploi d'un montant de **Cinq cent quatre-vingt-dix-neuf milliards neuf cent soixante-deux millions sept cent soixante-dix-sept mille trois cent dix (599.962.777.310) francs CFA**, conformément à la répartition ci – après, par section et par programme :

SECTION	PROGRAMME	MONTANT
01-ASSEMBLEE NATIONALE		3 348 000 000
	801-DOTATION-ASSEMBLEE NATIONALE	3 348 000 000
02-CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION		76 777 441
	802-DOTATION-CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	76 777 441
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE		9 856 115 227
	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	720 624 499
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	902 661 511
	103-Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels	8 232 829 217
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		108 664 022 518
	104-Coordination des services de la présidence et suivi de l'action gouvernementale	10 734 102 002
	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	583 474 521
	106-Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers (PTF)	91 392 879 970
	107-Sécurité et sureté de la Présidence de la République	1 545 950 286
	231-Coordination et Pilotage Stratégique du Secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable(Initiative3N)	4 407 615 739
06-MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION		7 534 076 218
	108-Développement de l'enseignement supérieur	2 862 991 117

	109-Développement de la recherche et de l'innovation	288 171 960
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	4 382 913 141
07-COUR CONSTITUTIONNELLE		314 109 501
	807-DOTATION-COUR CONSTITUTIONNELLE	314 109 501
08-MINISTRE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE		4 841 422 173
	111-Pilotage et administration de la politique des postes et des télécommunications	181 798 878
	112-Développement des infrastructures des télécommunications	4 653 435 795
	113-Développement des infrastructures et des services postaux	6 187 500
09-MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		580 929 940
	114-Promotion de la Jeunesse	104 576 687
	115-Développement du sport et des infrastructures sportives	226 795 239
	116-Pilotage et administration des politiques de la jeunesse et des sports	249 558 014
10-COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS		95 097 404
	810-DOTATION-COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	95 097 404
11-MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		9 563 803 089
	117-Développement et modernisation de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	2 881 507 762
	118-Insertion et accompagnement des sortants de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	225 326 564
	119-Pilotage et Administration de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	6 456 968 763
12-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR		1 861 968 464
	120-Renforcement de l'action diplomatique	320 557 430
	121-Protection des intérêts, assistance, défense, protection des nigériens de l'Extérieur	637 167 060
	123-Pilotage et administration des politiques extérieures	904 243 974
13-MINISTRE DU PLAN		15 538 135 224
	124-Planification, coordination et évaluation des politiques publiques	186 420 871
	125-Programmation du développement	13 215 238 311
	126-Gestion macroéconomique	1 772 953 262
	127-Pilotage et administration de la planification du développement	363 522 780
15-MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE		19 455 582 195
	128-Pilotage et administration de la politique de défense nationale	2 107 069 280
	129-Sécurisation du territoire national	17 197 035 915
	130-Contribution à la consolidation de la paix	151 477 000
16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL		1 099 263 614
	816-DOTATION-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	1 099 263 614
17-MINISTRE DE LA JUSTICE		3 114 958 920
	131-Pilotage et administration du secteur de la Justice	866 388 310
	132-Promotion de l'accès à la justice	594 761 959
	133-Humanisation du milieu carcéral	1 509 045 261
	134-Promotion et protection des droits humains	144 763 390

18-CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE		72 042 417
	818-DOTATION-CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	72 042 417
20-COUR DE CASSATION		53 564 108
	820-DOTATION-COUR DE CASSATION	53 564 108
21-CONSEIL D'ETAT		85 177 579
	821-DOTATION-CONSEIL D'ETAT	85 177 579
22-COUR DES COMPTES		127 267 618
	135-Renforcement de la gouvernance de la Cour	16 080 601
	136-Renforcement du dispositif institutionnel, organisationnel et des relations avec les parties prenantes externes	76 565 947
	137-Amélioration de la qualité des contrôles	34 621 070
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION		1 464 842 284
	138-Développement des prestations de service des médias	765 642 726
	139-Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement	119 893 591
	140-Pilotage et administration de la politique de communication	579 305 967
25-MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES		41 679 191 598
	141-Pilotage et administration des politiques de sécurité intérieure et de l'administration du territoire	3 476 994 542
	142-Amélioration de la gestion des affaires intérieures	6 249 854 740
	143-Amélioration de l'offre de sécurité publique	24 679 194 781
	144-Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées	7 273 147 535
27-MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE		840 728 210
	145-Valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel	156 517 074
	146-Développement artistique et promotion des talents de la nation	200 039 748
	148-Pilotage et administration de la politique de modernisation sociale	484 171 388
34-MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		5 142 418 410
	149-Pilotage et administration de la politique des enseignements secondaires	2 480 527 498
	150-Développement de l'accès et de l'équité aux cycles de base 2 et moyen	972 965 343
	151-Amélioration de la qualité des enseignements	1 688 925 569
37-MINISTERE DE L'ENERGIE		2 544 236 622
	152-Pilotage et administration de la politique énergétique	897 482 071
	153-Amélioration de l'offre en énergie électrique	1 631 754 551
	154-Amélioration de l'accès aux services énergétiques	15 000 000
39-MINISTERE DE L'INDUSTRIE		432 430 444
	155-Pilotage et administration de la politique industrielle	322 128 362
	156-Création et pérennisation des unités industrielles	55 247 112
	157-Accompagnement de l'activité industrielle	55 054 970
40-MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE		307 422 130
	158-Promotion de l'emploi	150 139 942
	159-Promotion de l'application des normes du travail	31 949 310

	160-Protection sociale de la population	37 725 225
	161-Pilotage et administration des politiques d'emploi, de travail et de protection sociale	87 607 653
41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE		796 425 203
	162-Pilotage et administration de la fonction publique et de la réforme administrative	225 665 526
	163-Développement des capacités de gestion des ressources humaines de l'Etat	506 457 864
	164-Développement du système d'information de la gestion des ressources humaines de l'Etat	64 301 813
44-MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES		82 866 878
	165-Pilotage et administration de la politique de l'entrepreneuriat des jeunes	65 466 878
	166-Développement de l'environnement de l'Entrepreneuriat	17 400 000
47-MINISTERE DES FINANCES		35 049 787 660
	168-Pilotage et administration de la politique de gestion des finances publiques	18 357 415 306
	169-Elaboration du budget, gestion de la dépense et comptabilité publique	8 910 910 825
	170-Mobilisation des ressources	4 078 244 149
	171-Régulation du financement de l'économie	3 703 217 380
48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES		186 873 253
	172-Coordination des interventions humanitaires et de gestion des catastrophes	163 517 227
	173-Amélioration de l'efficacité du dispositif et des réponses apportées en situation d'urgences humanitaires	8 484 902
	174-Renforcement des mécanismes de prévention, d'alertes aux catastrophes et de transferts des risques	7 006 211
	175-Appui au relèvement précoce et au renforcement de la résilience des communautés affectées par les crises	7 864 913
49-MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS		93 506 064
	176-Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables	20 225 180
	177-Pilotage et administration de la politique du ministère chargé des relations avec les institutions	73 280 884
50-MINISTERE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITE URBAINE		1 157 992 576
	178-Pilotage et administration de la politique de la ville et de la salubrité	129 484 488
	179-Planification et modernisation des villes	1 009 973 892
	180-Amélioration de la qualité de vie du citoyen	18 534 196
51-MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT		380 778 831
	181-Amélioration de la compétitivité du tourisme	180 440 167
	182-Amélioration de la compétitivité de l'artisanat	119 872 194
	183-Pilotage et administration de la politique du Tourisme et de l'Artisanat	80 466 470
52-MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE		708 931 410

	184-Pilotage et administration de la politique du commerce et de promotion du secteur privé	261 713 651
	185-Promotion du commerce	361 183 759
	186-Promotion du secteur privé	86 034 000
53-MINISTERE DES TRANSPORTS		1 060 273 394
	187-Développement des services de Transport de surface	401 622 154
	188-Amélioration de la performance des activités du transport aérien	490 217 006
	189-Réduction des effets néfastes de la variabilité et changement climatiques	14 244 352
	190-Pilotage et administration des politiques de transports	154 189 882
54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		36 017 544 521
	191-Pilotage et administration des politiques de l'agriculture et de l'élevage	1 310 899 025
	192-Développement des productions végétales	31 461 048 677
	193-Développement des productions animales	3 245 596 819
56-MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		3 157 070 254
	194-Pilotage et administration des politiques de développement communautaire et aménagement du territoire	726 248 051
	195-Aménagement du territoire	186 856 024
	196-Développement régional, local et communautaire	2 243 966 179
57-MINISTERE DU PETROLE		571 681 653
	197-Pilotage et administration de la politique du secteur pétrolier	118 473 153
	198-Prospection, recherche et exploitation des hydrocarbures	182 589 433
	199-Valorisation, transport et distribution des hydrocarbures	270 619 067
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		97 154 326 139
	200-Pilotage et administration de la politique de l'équipement	146 424 450
	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	49 204 385 858
	202-Désenclavement des zones rurales	11 263 143 796
	203-Préservation et entretien des infrastructures de transport	36 540 372 035
59-MINISTERE DES MINES		568 495 002
	204-Pilotage et administration de la politique minière	194 554 321
	205-Amélioration de la connaissance du potentiel minéral	169 278 000
	206-Diversification de la production minérale et des partenaires	204 662 681
60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		3 521 460 740
	207-Pilotage et administration de la politique de l'environnement	239 672 335
	208-Gestion durable des terres et des eaux	2 560 620 880
	209-Environnement et amélioration du cadre de vie	721 167 525
61-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE		22 688 894 704
	210-Accès et équité de l'éducation primaire	4 171 884 643
	211-Qualité de l'éducation	6 238 319 911
	212-Alphabétisation et éducation non formelle	5 775 790 719
	213-Pilotage et administration de la politique de l'enseignement primaire	6 502 899 431
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		33 283 217 974
	214-Accès à l'eau potable	27 796 875 988

	215-Hygiène et Assainissement	4 124 058 234
	216-Pilotage et administration des politiques de l'hydraulique et de l'assainissement	1 362 283 752
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE		30 432 048 959
	217-Pilotage et administration de la politique de santé	13 588 590 644
	218-Amélioration de l'état de santé de la population	7 904 333 481
	219-Amélioration de la qualité des prestations de soins et services de santé	8 939 124 834
65-MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT		1 497 162 887
	220-Promotion de la femme et du genre	1 078 373 651
	221-Protection et promotion des droits de l'enfant	50 176 935
	222-Pilotage et administration des politiques de promotion de la femme et de la protection de l'enfant	368 612 301
68-MINISTERE DES DOMAINES ET DE L'HABITAT		3 576 157 239
	223-Pilotage et administration de la politique des domaines et de l'habitat	126 467 834
	224-Habitat et construction	3 274 148 454
	225-Modernisation du cadastre	70 040 926
	229-Couvertures cartographiques du territoire	105 500 025
69-MINISTERE DE LA POPULATION		434 871 611
	226-Pilotage et administration de la politique de population	268 006 351
	227-Réduction de la croissance démographique	28 392 000
	228-Autonomisation des groupes vulnérables	138 473 260
99-CHARGES COMMUNES		88 848 827 010
	232-Charges communes	37 240 416 050
	233-Dette publique de l'Etat	51 608 410 960
Total général		599 962 777 310

Article 2 : Sont ouverts au budget général de l'Etat, gestion 2018, les crédits d'un montant de **deux cent cinq milliards huit cent cinquante millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-cinq (205.850.799.585) francs CFA**, conformément à la répartition ci – après par section, et par programme :

SECTION	PROGRAMME	MONTANT
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE		9 716 724 697
	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	342 213 382
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	997 751 160
	103-Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels	8 376 760 155
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		1 038 951 947
	104-Coordination des services de la présidence et suivi de l'action gouvernementale	261 286 540
	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	73 106 723
	106-Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers (PTF)	590 491 045
	107-Sécurité et sureté de la Présidence de la République	32 351 324

	231-Coordination et Pilotage Stratégique du Secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable(Initiative3N)	81 716 315
06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION		424 985 214
	108-Développement de l'enseignement supérieur	379 909 404
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	45 075 810
09-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		114 280 857
	116-Pilotage et administration des politiques de la jeunesse et des sports	114 280 857
10-COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS		61 887 691
	810-DOTATION-COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	61 887 691
11-MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		11 138 217 107
	117-Développement et modernisation de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	2 159 548 611
	118-Insertion et accompagnement des sortants de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	903 659 989
	119-Pilotage et Administration de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	8 075 008 507
12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR		800 271 053
	123-Pilotage et administration des politiques extérieures	800 271 053
13-MINISTERE DU PLAN		9 527 595 316
	124-Planification, coordination et évaluation des politiques publiques	849 258 902
	125-Programmation du développement	1 064 020 731
	127-Pilotage et administration de la planification du développement	7 614 315 683
15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE		12 893 601 043
	128-Pilotage et administration de la politique de défense nationale	12 882 351 043
	130-Contribution à la consolidation de la paix	11 250 000
17-MINISTERE DE LA JUSTICE		536 794 676
	131-Pilotage et administration du secteur de la Justice	1 244 931
	132-Promotion de l'accès à la justice	533 957 973
	134-Promotion et protection des droits humains	1 591 772
22-COUR DES COMPTES		109 852 303
	135-Renforcement de la gouvernance de la Cour	109 852 303
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION		60 009 141
	138-Développement des prestations de service des médias	20 408 717
	139-Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement	17 767 792
	140-Pilotage et administration de la politique de communication	21 832 632
25-MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES		24 153 117 917

	141-Pilotage et administration des politiques de sécurité intérieure et de l'administration du territoire	7 698 602 408
	142-Amélioration de la gestion des affaires intérieures	9 518 778
	143-Amélioration de l'offre de sécurité publique	15 992 798 958
	144-Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées	452 197 773
27-MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE		28 886 839
	148-Pilotage et administration de la politique de modernisation sociale	28 886 839
34-MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		9 836 051 030
	149-Pilotage et administration de la politique des enseignements secondaires	1 344 572 466
	150-Développement de l'accès et de l'équité aux cycles de base 2 et moyen	4 361 985 714
	151-Amélioration de la qualité des enseignements	4 129 492 850
37-MINISTERE DE L'ENERGIE		18 247 800
	152-Pilotage et administration de la politique énergétique	10 257 800
	154-Amélioration de l'accès aux services énergétiques	7 990 000
39-MINISTERE DE L'INDUSTRIE		1 103 615
	156-Création et pérennisation des unités industrielles	1 103 615
40-MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE		254 586 124
	160-Protection sociale de la population	7 619 086
	161-Pilotage et administration des politiques d'emploi, de travail et de protection sociale	246 967 038
41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE		3 000 000
	163-Développement des capacités de gestion des ressources humaines de l'Etat	3 000 000
44-MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES		5 103 080
	166-Développement de l'environnement de l'Entrepreneuriat	5 103 080
47-MINISTERE DES FINANCES		471 702 082
	168-Pilotage et administration de la politique de gestion des finances publiques	10 533 248
	169-Elaboration du budget, gestion de la dépense et comptabilité publique	375 958 768
	171-Régulation du financement de l'économie	85 210 066
48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES		8 305 043
	172-Coordination des interventions humanitaires et de gestion des catastrophes	6 252 011
	173-Amélioration de l'efficacité du dispositif et des réponses apportées en situation d'urgences humanitaires	2 053 032
50-MINISTERE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITE URBAINE		835 201 813
	178-Pilotage et administration de la politique de la ville et de la salubrité	1 102 499
	179-Planification et modernisation des villes	834 099 314
51-MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT		46 314 485

	183-Pilotage et administration de la politique du Tourisme et de l'Artisanat	46 314 485
52-MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE		3 794 883
	184-Pilotage et administration de la politique du commerce et de promotion du secteur privé	3 794 883
53-MINISTERE DES TRANSPORTS		216 130 918
	187-Développement des services de Transport de surface	216 130 918
54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		15 545 333 054
	191-Pilotage et administration des politiques de l'agriculture et de l'élevage	683 950 559
	192-Développement des productions végétales	14 313 276 961
	193-Développement des productions animales	548 105 534
56-MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		23 016 087 121
	194-Pilotage et administration des politiques de développement communautaire et aménagement du territoire	23 004 382 353
	195-Aménagement du territoire	11 704 768
57-MINISTERE DU PETROLE		453 155 970
	197-Pilotage et administration de la politique du secteur pétrolier	452 413 795
	198-Prospection, recherche et exploitation des hydrocarbures	742 175
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		21 129 677 646
	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	15 443 996 137
	203-Préservation et entretien des infrastructures de transport	5 685 681 509
59-MINISTERE DES MINES		516 691 934
	204-Pilotage et administration de la politique minière	83 256 863
	206-Diversification de la production minérale et des partenaires	433 435 071
60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		1 805 634 056
	207-Pilotage et administration de la politique de l'environnement	780 368 007
	208-Gestion durable des terres et des eaux	1 014 758 737
	209-Environnement et amélioration du cadre de vie	10 507 312
61-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE		32 705 125 648
	211-Qualité de l'éducation	32 110 735 205
	212-Alphabétisation et éducation non formelle	1 519 853
	213-Pilotage et administration de la politique de l'enseignement primaire	592 870 590
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		5 225 822 946
	214-Accès à l'eau potable	4 296 616 813
	215-Hygiène et Assainissement	43 007 436
	216-Pilotage et administration des politiques de l'hydraulique et de l'assainissement	886 198 697
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE		19 965 579 081
	217-Pilotage et administration de la politique de santé	1 578 909 600

	219-Amélioration de la qualité des prestations de soins et services de santé	18 386 669 481
65-MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT		30 709 732
	220-Promotion de la femme et du genre	18 582 150
	221-Protection et promotion des droits de l'enfant	1 387 199
	222-Pilotage et administration des politiques de promotion de la femme et de la protection de l'enfant	10 740 383
68-MINISTRE DES DOMAINES ET DE L'HABITAT		1 327 037 542
	223-Pilotage et administration de la politique des domaines et de l'habitat	11 762 603
	224-Habitat et construction	754 104 820
	229-Couvertures cartographiques du territoire	561 170 119
69-MINISTRE DE LA POPULATION		1 256 475 798
	227-Réduction de la croissance démographique	1 256 475 798
99-CHARGES COMMUNES		568 752 383
	232-Charges communes	568 752 383
	Total général	205 850 799 585

Article 3 : le résultat budgétaire de l'Etat s'établit à un montant de **moins quatre-vingt-dix-neuf milliards cent cinquante-deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cent cinquante-deux (- 99.152.890.552) francs CFA**, conformément au tableau ci-après :

Recettes ordinaires	990 189 199 500	Dépenses courantes	656 375 113 475
Recettes fiscales	903 279 249 602	<i>Intérêt</i>	41 157 877 240
Recettes non fiscales	18 517 145 595	<i>Personnel</i>	273 745 971 008
Recettes exceptionnelles	63 911 101 965	<i>Biens et services</i>	103 262 642 083
Autres recettes non fiscales	4 311 217 085	<i>Transferts</i>	238 208 623 144
Produits financiers	170 485 253		
Recettes extraordinaires	325 668 384 306	Dépenses en capital	758 635 360 883
Dons projets	259 850 248 274	<i>Etat</i>	393 935 570 591
Dons programmes	65 818 136 032	<i>PPTE</i>	969 323 988
		<i>ANR</i>	268 395 884 091
		<i>Emprunts projets</i>	95 334 582 213
Total recettes	1 315 857 583 806	Total dépenses	1 415 010 474 358
Résultat budgétaire (Total recettes - Total dépenses)		-99 152 890 552	

Article 4 : les montants définitifs des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à l'équilibre financier de l'année 2018 s'établissent conformément au tableau ci-après :

Besoins de financement		Ressources de financement	
Amortissement de la dette	170 851 106 881	Emprunts programmes	108 412 236 676
Déficit budgétaire à financer	99 152 890 552	Obligations du trésor	153 416 797 992
		Emprunts projets	95 334 582 213
Total	270 003 997 433	Total	357 163 616 881

Article 5 : L'excédent des ressources sur les mandatements de **quatre-vingt-sept milliards cent cinquante-neuf millions six dix-neuf mille quatre cent quarante-huit (87.159.619.448) francs CFA** sera affecté pour son montant intégral à la résorption du découvert de l'Etat.

Article 6 : Sont annulés aux Comptes Spéciaux du Trésor, gestion 2018, les crédits suivants restés sans emploi pour un montant total de **quinze milliards deux cent deux millions trois cent quatre mille huit cent treize (15 202 304 813) F**, conformément à la répartition ci-après :

CODE SECTION	INTITULE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	MONTANT
90	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	901	Magasin sous douanes	218 884 585
		902	Fonds spécial d'Etudes et de Contrôle	173 000 000
		903	Affrètement avion	1 660 500 000
		905	Fonds de développement du Tourisme	67 268 016
		906	Fonds de l'Energie	1 700 000 000
		907	Fonds d'investissement prioritaire	3 000 000 000
		908	Fonds d'Accès Universel	8 332 652 212
		909	Fonds National du Développement du Sport	50 000 000
				TOTAL SECTION 90

Article 7 : Sont ouverts aux Comptes Spéciaux du Trésor, gestion 2018, les crédits suivants pour un montant total de **sept milliards quatre-vingt-neuf millions deux cent quarante-sept mille sept cent soixante-douze (7.089.247.772) francs CFA**, conformément à la répartition ci-après :

CODE SECTION	INTITULE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	MONTANT
90	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	904	Fonds National de Retraite	7 089 247 772
			TOTAL SECTION 90	7 089 247 772

Article 8 : Sont constatés, les résultats de la gestion 2018 des Comptes Spéciaux du Trésor s'établissant :

- en recettes, au montant total des recouvrements de **dix-huit milliards deux cent quatre-vingt-neuf millions deux cent cinquante-sept mille cent quarante-huit (18.289.257.148) francs CFA**, conformément à la répartition qui en est donnée à l'état E annexé à la présente loi;
- en dépenses, au montant total des mandatements de **vingt-trois milliards cent dix millions cent cinquante mille neuf cent un (23 110 150 901) francs CFA**,

conformément à la répartition qui en est donnée à l'état F annexé à la présente loi.

Les soldes des différents comptes spéciaux de la gestion 2018 seront cumulés en balance d'entrée de la gestion 2019.

Article 9 : Le résultat de gestion de chaque programme est donné dans le Rapport Annuel de Performance de chaque Ministère ou Institution.

Article 10 : La Présente loi est publiée au journal officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le

Le Premier Ministre
BRIGI RAFINI

Le Président de la République
ISSOUFOU MAHAMADOU

Le Ministre des Finances
MAMADOU DIOP